Première Année — N 2 — LE NUMÉRO: 5 CENTIMES — Vendredi 3 Mai 1895

BUREAU DU JOURNAL
ROUBAIX :
93, Grande-Rue, 93
TOURCOING :
Rue Desurmont. 12

L'ÉGALITÉ
DE ROUBAIX-TOURCOING

ABONNEMENTS :
Nord et Départements Limitrophes :
Trois mois..... 4 50
Six mois..... 9 00
Un an..... 18 00

L'ÉGALITÉ

publiera tous les jours, indépendamment des articles ou études de sa rédaction permanente, un article politique ou économique de ses collaborateurs :

Jules GUESDE.	Emile MOREAU.
Jean JAURÈS.	DUC-QUERCY.
A. MILLERAND.	ZEVAES.
BASLY.	Octave MOULIN.
DÉFONTAINE.	Ed. DELESALLE.
P. LAFARGUE.	Max ALBERT.

FOURMIES

Le plus illustre organe du capitalisme élégant et jouisseur — nous avons nommé le *Figaro* — a cru devoir évoquer devant ses lecteurs, à l'occasion du Premier Mai, le drame sanglant de Fourmies.

Ce n'est point, comme on le pense bien, dans le but d'adresser un hommage rétrospectif aux malheureuses victimes de la classe bourgeoise, qui tombèrent, il y a quatre ans, sous le feu de peloton de la troupe — que la feuille conservatrice et cléricale remue ces souvenirs douloureux. Son but, en reprenant le récit des évènements qui ont marqué la fatale journée du 1er Mai 1891, est de réhabiliter l'un des auteurs responsables du massacre de la place des Martyrs, le sous-préfet Isaac.

La thèse soutenue par le *Figaro* au bénéfice de ce fonctionnaire, dans un article qui ne remplit pas moins de six colonnes, consiste à établir, en se basant sur les lettres et les dépêches échangées entre le préfet du Nord et le sous-préfet d'Avesnes, que M. Isaac ne fut pour rien dans les causes qui provoquèrent la catastrophe, tandis qu'au contraire son chef hiérarchique, M. Vel Durand, doit porter devant l'histoire toute la responsabilité de la fusillade qui mit en deuil plus de vingt familles ouvrières.

Ce n'est pas la première fois que M. Isaac réclame sa réhabilitation par la voie de la presse, à l'opinion publique, qui ne la lui accordera pas plus aujourd'hui qu'elle ne la lui a accordée hier. Avant de remplir les colonnes du *Figaro* de son long plaidoyer, il a rempli maintes fois, sans aucun succès, celles du *Matin* et de quelques autres journaux opportunistes. Ce sont toujours les mêmes arguments, ou plutôt le même argument: « Il me fallait de la cavalerie pour maintenir l'ordre, et mon préfet me l'a refusée ! »

Il y a longtemps que ce procès particulier est jugé, et l'ancien sous-préfet d'Avesnes, perd son temps et son encre, en rejetant sur son chef le poids tout entier d'une culpabilité dont il a sa large part. Le public impartial n'a jamais admis de distinction entre le supérieur et le subalterne.

Laissons donc tomber cette nouvelle protestation dans le néant, et n'oublions pas qu'à côté des fonctionnaires administratifs, il y eut d'autres coupables sur qui doit peser l'éternelle malédiction de la classe prolétarienne.

Parmi ces coupables dignes de toutes les flétrissures, signalons en premier lieu, les grands industriels de Fourmies et de Wignehies, qui apposèrent leurs signatures au bas d'une circulaire de guerre civile, affichée dans tous les ateliers la veille de la fête du travail, et dont il nous paraît utile de rappeler les termes. Voici le texte de ce document haineux et provocateur, écrit pour soulever la colère indignée des travailleurs.

« Considérant qu'un certain nombre d'ouvriers de la région, égarés par quelques meneurs étrangers, poursuivent la réalisation d'un programme qui amènerait à courte échéance la ruine de l'industrie du pays, celle des patrons et aussi sûrement celle des travailleurs ;

« Considérant que dans les réunions publiques, les excitations et les menaces criminelles des agitateurs ont atteint une limite qui force les chefs d'établissements à prendre des mesures défensives.

Considérant encore que nulle part les ouvriers n'ont été ni mieux traités, ni mieux rétribués que dans la région de Fourmies ;

» Les industriels soussignés abandonnent pour cette grave circonstance toutes les questions politiques et autres qui peuvent les diviser, prennent l'engagement d'honneur de se défendre *collectivement, solidairement et pécuniairement* dans la guerre injustifiable et imméritée qu'on veut leur déclarer.

» Et au nom de l'intérêt de tous, ils font un appel sincère à la probité et au bon sens des ouvriers honnêtes qui sont encore en grande majorité dans la région pour les mettre en garde contre les théories révolutionnaires des quelques meneurs à qui seuls peuvent profiter le trouble et le désordre. »

Ont signé: MM. Bastien et Cie. — Ch. Belin et Cie. — E. Berger et Cie. — L. Bernier et Cie. — Bertaux Proisy et Bouret. — Bonnechère Briatte et Cie. — F. Boussus-Buissart et Cie. — Caignet, Crochelet et Cie. — Jules Delahaye. — H. Delloue et E. Paillet. — P. Demoulin et Droulers. — Divry et Cie. — Ch. Flament et Cie. — François et Cie. — Guinotte et Cie. — Louis Hubinet. — Hubinet, Hiroux et Cie. — Jacquot père et fils et Cie. — Landousie et Cie. — O. Leclercq et Cie. — Paul Legros. — L. Levaneux et Cie. — Maillare et Cie. Ch. Mane et Cie. — Michel et Cie. — Armand Petit et Cie. — Picot et Cie. — J.-B. Poreaux et Cie. — V. Prohon et Cie — Real frères et Ménard. — Rosette, Jourdain et Cie. — Strincq, Legrand et Cie. — Flamend et fils.

Voilà où sont les responsabilités les plus lourdes et les plus graves !

C'est la classe bourgeoise et capitaliste, ce sont les barons de la haute féodalité industrielle, qui, en inspirant la criminelle conduite des Isaac et des Vel-Durand, ont préparé le massacre de Fourmies.

Il est bon qu'on le sache bien et qu'on ne l'oublie jamais.

CLAUDE CAZES.

Le Mouvement social

Dans ce *Réveil* qui a paru, transformé, agrandi, plus fort pour le combat de l'idée, hier, jour du 1er Mai, sous les bienfaisants rayons du soleil de Floréal, nous avons résolu de consacrer une large place au mouvement social, à toutes les luttes qui se produiront désormais entre le travail et le capital, aux causes de ces conflits et aux revendications des associations et corporations ouvrières.

Dans la région du Nord, à la fois si industrielle, si agricole et si commerçante, le contraste est plus frappant entre la richesse et la pauvreté, entre le capital et le travail.

Nous aurons plus d'une fois l'occasion de décrire les souffrances des ouvrières de filatures et de blanchisseries, des ouvriers de fabriques, des « noirs » que l'usine attire et fait broyer par ses monstres de fer : nous parlerons également des ouvriers qui vont abréger leur vie si pénible dans les usines à gaz de Roubaix, de Tourcoing, de Lille, etc., dans les fabriques de produits chimiques tels que blanc de céruse entre autres ; nous parlerons des ouvriers qui travaillent dans les briqueteries, dans les tuileries, dans les fours à coke, dans les carrières, dans les poteries, dans les verreries, dans les imprimeries, etc. ; nous parlerons de la situation des ouvriers que l'on emploie dans les raffineries, dans les brasseries et distilleries et dans les meuneries.

On s'occupera aussi beaucoup des serfs des voies ferrées, des houilleurs et des pêcheurs ainsi que des ouvriers du bâtiment.

Les travailleurs de la petite industrie seront, aussi bien que ceux de l'industrie capitaliste, défendus dans notre organe.

Le petit commerce aura également sa tribune dans ce journal. Mais le monde rural (fermiers, petits cultivateurs et travailleurs agricoles) ne sera pas oublié : il y aura chez nous également place pour ses souffrances et ses revendications.

En un mot, nous servirons de tribune à tous les salariés sans distinction, instituteurs, facteurs, cantoniers, ouvriers et employés de l'Etat, à tous les spoliés du capital, à toutes les victimes des iniquités sociales.

Il sera question des salaires, des heures de travail, des abus patronaux, des accidents professionnels, des humiliations et des vexations de toutes sortes que subissent les prolétaires et des amendes que l'on prélève sur les fruits de leur travail.

» Il y a des hommes, a dit Lamennais, qui, sous le poids du joug sans cesse exposés au soleil, à la pluie, au vent, à toutes les intempéries des saisons, labourent la terre, déposent dans son sein, avec la semence qui fructifiera, une portion de leur force et de leur vie, en obtiennent ainsi, à la sueur de leur front, la nourriture nécessaire à tous.

Ces hommes-là sont des hommes du peuple.

» D'autres fondent les métaux, les façonnent, leur donnent les formes qui les rendent propres à mille usages variés ; d'autres travaillent le bois ; d'autres tissent la laine, le lin, la soie fabriquent des étoffes diverses ; d'autres pourvoient de la même manière aux différentes nécessités qui dérivent ou de la nature directement, ou de l'état social.

« D'autres exploitent les forêts, les carrières, les mines, descendent à d'immenses profondeurs dans les entrailles du sol, afin d'en extraire le sel, la houille, le minerai, tous les matériaux indispensables aux métiers aux arts. Ceux-ci comme les premiers, veillissent dans un dur labeur, pour procurer à tous les choses dont tous ont besoin.

« Ce sont encore des hommes du peuple.

« Plusieurs, au milieu de périls continuels, parcourent les mers pour transporter d'une contrée à l'autre ce qui est propre à chacune d'elles, ou luttent contre les flots et les tempêtes, sous les feux des tropiques comme au milieu des glaces polaires, soit pour augmenter par la pêche la masse commune des subsistances, soit pour arracher à l'océan une multitude de productions utiles à la vie humaine.

« Ce sont encore des hommes du peuple. »

« Si l'on comptait toutes les souffrances que, depuis des siècles et des siècles, le peuple a endurées sur la surface du globe, non par une suite des lois de la nature, mais des vices de la société, le nombre en égalerait celui des brins d'herbe qui couvrent la terre humectée de ses pleurs. »

Mais si l'on ne peut compter les souffrances du peuple, celui-ci au moins peut les crier et montrer ses plaies : il a de quoi se défendre.

Autrefois, accablé sous le poids de sa détresse et de son ignorance, le peuple pouvait se croire dans une servitude sans terme et une misère sans espérance.

Mais aujourd'hui, grâce au parti ouvrier grâce aux syndicats de travailleurs, grâce à la démocratie socialiste et à ses moyens de défense, la bourgeoisie capitaliste ne peut plus imposer le silence aux pauvres.

Le *Réveil* est cet organe socialiste qui signalera les maux, flagellera les abus, défendra la misère, critiquera les turpitudes du Veau d'Or, arborera nettement en toutes circonstances, le drapeau des revendications prolétariennes, poussera à l'union de tous les travailleurs sur le terrain de la conquête des pouvoirs publics et ce, par tous les moyens possibles, pour l'émancipation totale et définitive de la démocaatis et pour le triomphe de la République sociale.

H. GHESQUIÈRE.

LE DÉPUTÉ LEPEZ

M. Lepez député de Valenciennes, a fait dimanche à Wallers, dans une réunion publique, le compte rendu de son mandat.

Le *Progrès* nous apporte l'écho de cet heureux évènement. L'honorable député, dit-il, ne recherche pas les phrases creuses des députés socialistes ».

Nous le croyons sans peine. M. Lepez ne recherche pas plus les phrases creuses que les phrases pleines, et la collection de ses discours à la Chambre n'entraînera pas, pour les amateurs, des dépenses excessives.

Quoiqu'il en soit de l'opinion du *Progrès* — préférant la haute éloquence de M. Lepez à celle de Jaurès — le député de Valenciennes a, parait-il, exposé à ses électeurs son amour pour la culture, pour l'industrie et pour le prolétariat! Et les électeurs auraient applaudi.

Nous serions curieux de savoir comment M. Lepez a pu satisfaire ses auditeurs en leur énumérant ses votes au Palais Bourbon ? Gageons qu'il aura pris soin de les passer sous silence.

Nous offrons, nous, au député de Valenciennes de lui prouver qu'il n'a été à la Chambre que l'homme de toutes les réactions, et que tous ses votes — ou presque tous — ont été inspirés par la haine du prolétariat agricole et industriel.

M. Lepez, élu par les ouvriers de l'arrondissement de Valenciennes a trahi odieusement leur confiance. Ses votes sont là qui le démontrent.

Et s'il ose prétendre le contraire, qu'il tente à Valenciennes, au chef-lieu de son arrondissement d'apporter sa justification nous nous engageons, nous, à déléguer un des nôtres qui lui apportera la preuve que, s'il se dit le représentant de la démocratie Valenciennoise, il ne l'a représentée que pour la combattre et la trahir.

Les mendiants devant la loi

La mendicité est interdite en France. L'autre jour, à Lille, une vieille femme infirme que les policiers avaient surprise à tendre la main sur le boulevard de la Liberté fut jetée en prison *pour la sixième fois*. Les juges, sans nul doute, se montreront impitoyables pour cette récidiviste. D'ailleurs c'est une affaire de quelques mois de prison, tout simplement...

Aujourd'hui d'autres mendiantes circulent dans les rues de la ville. Les dames de la haute société cléricale vont, de ci, de là, quêtant à l'occasion des fêtes de Jeanne d'Arc.

C'est pour les pauvres, disent elles. Je veux le croire. Il n'est pas impossible toutefois qu'un prélèvement sur le produit de la cagnotte soit effectué pour le plus grand profit de la propagation de la foi.

Bref, ces dames mendient. Et on tolère qu'elles le fassent.

Quand les pauvres mendient pour eux-mêmes, la police les arrête ; quand les riches mendient pour les pauvres, la police ne dit rien.

Il y a là quelque chose de bizarre.

Il y a là, en même temps, une scandaleuse injustice contre laquelle nous protestons avec énergie.

MAX ALBERT.

LETTRE DE BELGIQUE

Bruxelles, 1er mai 1895.

Au moment où le *Réveil du Nord* et l'*Egalité*, paraissaient pour la première fois à grand format, l'organe officiel du Parti ouvrier belge, *Le Peuple* de Bruxelles paraissait également avec son format considérablement agrandi. Aucun journal quotidien belge à cinq centimes ne le dépassera désormais.

Quand on pense que ce journal fut fondé, il y a dix ans, avec tant de difficultés et qu'il fut d'abord une toute petite feuille à deux centimes on peut regarder avec fierté le chemin parcouru par notre organe.—

***

Les démocrates chrétiens font des efforts considérables pour attirer à eux la classe ouvrière.

Comme vous le savez les députés ouvriers catholiques de Bruxelles qui avaient été élus par alliance avec les réactionnaires ont voté la loi électorale dite des *quatre infamies*.

La pilule était dure à avaler et un groupe de démocrates, genre abbé Daens a rompu avec les laquais du gouvernement et a formé un journal intitulé la *Justice sociale*.

Les organisateurs de ce mouvement ont organisé hier soir, un grand meeting dans la vaste salle de l'*Union*, rue des Fabriques.

Bien avant l'heure fixée pour la réunion, une foule immense attendait l'ouverture des portes et des centaines de personnes n'ont pu trouver place.

Cette affluence provenait de ce que tout Bruxelles voulait entendre l'abbé Daens, annoncé sur l'affiche.

L'ennemi intime de Woeste a, en effet, pris la parole et son discours n'a guère produit l'effet qu'on en attendait. Il a exposé, dans ses grandes lignes, le programme de son parti et a ensuite lancé quelques attaques contre les socialistes qui, toutes légères qu'elles étaient, n'en ont pas moins provoqué les protestations de l'assemblée. Nos amis Dausi et Furnémont, député de Charleroi ont pris la parole et engagé les ouvriers présents à n'attendre que du socialisme l'amélioration de leur sort.

Finalement, un violent tumulte s'est produit, des invectives ont été échangées de part et d'autre et l'on a été obligé de lever la séance.

Le nouveau parti a l'intention d'organiser des réunions dans tous les faubourgs de Bruxelles, mais nous osons lui prédire un insuccès complet.

Les ouvriers catholiques ont été trompés par leurs mandataires, lâchement trahis par des domestiques sans scrupule et ils n'auront pas abandonné les traîtres d'aujourd'hui pour passer à ceux qui les vendront demain.

Leur devise sera désormais : Hors du socialisme point de salut, point d'espoir de délivrance.

Georges GOTEMANS.

LA MANIFESTATION Du Premier Mai

A LILLE

Le Premier Mai a été fêté hier, avec beaucoup de calme par la population ouvrière de Lille. Le soleil brillait, la journée promettait d'être magnifique. Les ouvriers avaient enlevé leurs vêtements de travail, et se promenaient par groupes, attendant l'heure fixée pour la manifestation.

***

A 1 heure 1/2 de l'après-midi, les délégués des Syndicats et du Parti ouvrier se trouvaient réunis, 21, rue de la Vignette, chez le citoyen Goudin, pour prendre les dernières dispositions.

Voici les noms de ces délégués et ceux des syndicats qu'ils représentaient.

Syndicat de l'Industrie textile. — Les citoyens Dupied, Bergot, Brakelman.

Syndicat de la Métallurgie. — Les citoyens Poulet et Tolen.

Syndicat des marchand de journaux. — Les citoyens Franchomme, Baudou, Durot.

Syndicat des mouleurs. — Le citoyen Beaurepaire.

Equipements militaires. — Les citoyens Colman et Samson.

Le Parti ouvrier était représenté par les citoyens Picavet et Dubois.

Les délégués étaient attendus, au boulevard Victor Hugo, par une foule assez nombreuse composée en majeure partie d'ouvriers ; peu de femmes, peu d'enfants. Cette foule que l'on peut évaluer à environ 300 personnes attend patiemment, sans proférer aucun cri, l'arrivée de ses délégués. Ceux-ci arrivent enfin, vers 3 heures ; un cortège se forme aussitôt, les délégués en tête, et l'on se met en marche vers la Grand'Place par la rue de Paris.

Sur tout le parcours, un nombre considérable de curieux, échelonnés sur les trottoirs, applaudissent au passage des manifestants ; on distingue parmi les acclamations, les cris de vive *le Réveil*.

A la Mairie

Place Rihour, le groupe des délégués se sépare de la foule des manifestants. Le commissaire central, ceint de son écharpe se trouve au bas de l'escalier, il annonce aux délégués qu'ils sont attendus par le Maire.

M. Géry Legrand les fait en effet introduire aussitôt dans le bureau où il se trouve déjà avec M. Meurice, adjoint.

Le citoyen Dupied prend immédiatement la parole : « Le 27 mars dernier, dit-il, nous avons énuméré les réformes attendues depuis si longtemps par les travailleurs et tout ce que nous croyons pouvoir espérer d'un Conseil municipal comme celui de la ville de Lille; nous vous demandions d'user de votre influence, comme maire et comme sénateur, auprès des pouvoirs publics; nous sommes heureux que le Premier Mai, nous fournisse l'occasion de vous rappeler les promesses que vous nous avez faites et que nous attendons toujours du Conseil municipal.

Nous avons appris que les conseillers municipaux avaient voté une somme de 25.000 francs pour les fêtes universitaires qui vont avoir lieu au mois de juin prochain. Sans protester absolument contre ces réjouissances, nous nous permettons de vous rappeler que pendant ce temps là bien des, miséreux auront faim et que le Conseil municipal se serait acquis notre reconnaissance, en votant une somme égale pour le soulagement des souffrances du prolétariat. »

M. Géry Legrand répond au citoyen Dupied que le Conseil municipal fait beaucoup pour les malheureux, mais qu'il fera plus encore si cela est nécessaire. Il rappelle les embauchages qui ont été fait ces jours derniers et termine par cette belle phrase : « En 48 l'on disait quand le bâtiment va tout va ». Or j'estime qu'à Lille le bâtiment va à merveille il est donc logique que tout doit être pour le mieux dans notre bonne ville.»

Le citoyen Poulet parlant à son tour, demande que les grands travaux soient immédiatement entrepris : la couverture du Becquerel, celle de la Basse Deûle, le canal du Nord... «Vous nous avez dit, Monsieur le maire, que dès maintenant vous ne pourriez faire embaucher que des terrassiers, et qu'il serait malaisé de faire travailler la terre à un tisserand ou à un cordonnier. C'est là une erreur; quand on a faim et qu'on veut vivre, on fait n'importe quoi, même des terrassements, ce qui ne demande d'ailleurs pas grand apprentissage.

« Les habitants de Fives ont demandé depuis longtemps, la démolition des remparts qui les isolent de Lille. Ces remparts sont encore debouts; mais il a suffi à la Compagnie du Nord de vouloir pour qu'immédiatement il fut élevé une double muraille de ce côté. Ce sont là des choses que nous ne comprenons pas. Vous dites avoir donné 300,000 francs au bureau de bienfaisance, nous préférerions moins d'aumônes et plus de travail. »

Enfin le Maire donne aux délégués l'assurance que des chantiers municipaux sont ouverts dès aujourd'hui, que deux parapets des remparts seront abattus à bref délai de la gare à l'abattoir. Il souhaite que les ouvriers agissent toujours près de lui avec calme et modération. Le citoyen Poulet lui répond aussitôt que les organisations ouvrières n'ont jamais poussé à l'émeute, mais que voilà bien longtemps qu'elles attendent les récompenses promises à leur sagesse.

Interrogé par le citoyen Picavet sur le projet Trarieux, M. Géry Legrand répond que l'auteur du projet est un grand orateur!!

A la Préfecture

Le Préfet attendait également les délégués dans son cabinet à la Préfecture.

« Messieurs, dit-il, vous avez demandé à me parler, je suis à votre disposition ».

Le citoyen Dupied lit au Préfet la lettre suivante :

Nous délégués des syndicats ouvriers et du Parti ouvrier de Lille, venons remettre entre vos mains pour que vous les transmettiez aux pouvoirs publics les réformes sociales pour l'obtention desquelles les travailleurs d'Europe et d'Amérique manifestent aujourd'hui 1er Mai.

Parmi ces réformes il y en a deux que nous nous plaçons comme les plus importantes : ce sont le maximum d'heures de travail et le minimum de salaires.

Nous voulons réduire les longues journées de travail à huit heures parce que nous croyons de toute nécessité, tant pour la santé ouvrière que pour l'organisation plus harmonique de l'œuvre de production, que la législation mette un frein à une surproduction effrénée qui jette la perturbation dans le monde économique.

Le patronat capitaliste a une tendance toujours plus marquante à faire produire de plus en plus, avec le moins de bras, le moins de main-d'œuvre possible.

Si l'Etat n'intervenait pas, les industriels feraient travailler leurs ouvriers jours et nuits poussant d'eux-mêmes, dans un intérêt égoïste et malcompris, aux crises les plus terribles dans le monde du travail.

Nous avons la conviction la plus profonde que, grâce à la réduction à huit heures de la journée normale de travail, le chômage disparaîtra, tous les ouvriers travailleront et les salaires loin de diminuer comme on pourrait le supposer augmenteraient dans de sensibles proportions. Cette affirmation est tellement vraie, que nous n'avons qu'à jeter les yeux sur les pays industriels d'Europe pour nous convaincre que c'est dans les pays où les heures de travail sont les plus courtes que les salaires sont les plus élevés tandis que c'est dans ceux où les heures de labeur sont les plus longues que les salaires sont les moins rémunérateurs.

En tous cas, pour empêcher cette réduction de salaires qui afflige de plus en plus la classe ouvrière, pour mettre un frein à cette sorte de dîme patronale, il serait bon qu'avec la diminution des heures de travail on appliquât la fixation d'un minimum de salaires sur ce qui est absolument nécessaire pour vivre.

Mais pour rendre cette réforme possible et praticable, nous demandons que ce minimum soit fixé sur le prix local des denrées par les municipalités d'accord avec les syndicats.

Certains économistes soutiennent qu'avec le régime économique actuel, ces deux réformes n'apporteront pas aux producteurs le bien-être qu'ils en espèrent.

En tous cas, ces réformes ne permettraient-elles aux travailleurs que les avantages d'avoir tous du travail, de conserver leurs salaires tels qu'ils sont et de pouvoir se reposer et de s'instruire que nous aurions encore le droit d'en être satisfaits.

Outre ces deux réformes, il y en a encore d'autres ; telles que la caisse nationale de retraites pour les vieux ouvriers et l'inspection du travail qui s'imposent également.

Dans la nation on se plaint avec trop de raison de ce que depuis vingt-cinq ans que nous sommes en République, les pouvoirs publics tant de fois renouvelés et considérés comme des assemblées absolument républicaines, n'aient pas encore fait cette réforme si urgente d'une caisse de retraites.

Quant au système actuel d'inspection du travail, il est tellement vicieux et défectueux, les inspecteurs du travail ont l'air de se faire si bien les complices des patrons dans leur exploitation de la chair à travail, que les ouvriers sont unanimes à réclamer l'institution des inspecteurs du travail choisis et nommés par les chambres syndicales ouvrières elles-mêmes.

Nous devons vous déclarer en passant que nous réclamons toujours ces trois autres réformes suivantes : la responsabilité des patrons en matière d'accidents professionnels l'interdiction aux patrons d'employer des ouvriers étrangers au-dessous des salaires des ouvriers nationaux et la suppression des amendes dans les ateliers.

Enfin, nous croyons devoir protester contre le projet de loi Trarieux qui a pour but d'interdire le droit de grève aux ouvriers et employés de chemins de fer et réclamons au contraire, pour protéger nos libertés syndicales déjà si précaires, une loi sur le modèle du projet Bovier-Lapierre condamnant fortement et rigoureusement les patrons et tous ceux qui tenteraient de mettre entrave au droit d'association.

Voilà, Monsieur le Préfet, en résumé, toute la série de réformes que la classe ouvrière réclame depuis de nombreuses années et qu'elle saura exiger de ses mandataires avec d'autant plus de force et de volonté qu'elle sera, en fin de compte, mieux organisée et plus instruite de ses droits et du rôle immense qu'elle remplit dans l'ordre social.

. . . . . .

« Je transmettrai cette lettre au Gouvernement, dit M. Vel-Durand, en appelant son attention sur les vœux que vous venez de me formuler. C'est mon devoir, je l'accomplirai volontiers.

Le citoyen Poulet insiste pour qu'il soit établi dans les usines un service d'inspection du travail chargé de rechercher les responsabilités en cas d'accident, de faire respecter la loi sur les heures de travail, etc... Il parle également des caisses de retraites.

Le Préfet déclare qu'il s'efforcera de transmettre au gouvernement, aussi fidèlement que possible, toutes ces demandes de réformes.

Une sonnerie de timbre retentit, les portes s'ouvrent, l'audience est terminée.

Les manifestants se rendent alors à l'Eldorado, rue Gambetta, où doit avoir lieu une grande conférence.

Ch. B.

LA RÉUNION DE L'ELDORADO

Le citoyen L. Dupied monte à la tribune et invite l'assemblée à la constitution de son bureau.

Le citoyen Bergot est nommé président avec les citoyens A. Beaurepaire et H. Ghesquière comme assesseurs.

Nos amis Dupied et Poulet ont rendu compte des démarches des délégués des syndicats et du parti ouvrier auprès des pouvoirs publics. Ils font à ce sujet des observations tellement justes qu'elles soulèvent les applaudissements unanimes de toute l'assistance.

Le citoyen H. Ghesquière prend ensuite la parole pour montrer toute l'importance de la manifestation du 1er Mai et la nécessité de l'union des travailleurs de partout pour leur émancipation sociale définitive.

Le citoyen Laspeyre, conseiller municipal socialiste de Nîmes (Gard), présenté à l'assemblée par le bureau, vient adresser aux socialistes du Nord le salut fraternel des socialistes du midi. Son allocution a été chaleureusement applaudie.

Sur la proposition d'un citoyen, l'assemblée vote des félicitations au vaillant conseiller socialiste et au Parti ouvrier de Nîmes.

Puis l'ordre du jour suivant a été mis aussitôt aux voix et adopté aux cris de « Vive le Parti ouvrier ».

« Les travailleurs réunis salle de l'*Eldorado* félicitent les délégués des syndicats et du Parti ouvrier de Lille qui, en ce jour du 1er Mai, se sont montrés les énergiques défenseurs de la classe ouvrière.

Ils s'engagent, pour l'avenir, à adhérer et à faire adhérer leurs camarades à la Chambre syndicale de leurs corporations respectives et au Parti ouvrier, pour en terminer au plus vite avec la misère et la servitude que leur impose la féodalité capitaliste et pour faire triompher enfin la véritable République du travail.

LE CONCERT DE L'ELDORADO

Un grand nombre d'ouvriers, qui dans la journée avaient du travailler, étaient venus à huit heures du soir pour assister au concert de l'Eldorado. Aussi, la vaste salle était elle archi-comble et plus de mille personnes n'ont pu y trouver place.

Tout d'abord, la fanfare l'Union de Lille, a joué l'*Internationale*, qui a été fort applaudie. Puis la Chorale enfantine a obtenu son succès habituel dans ses chœurs l'« Union de Lille » et le « Premier Mai ».

Tout le programme, d'ailleurs, a été très bien exécuté et a mérité les bravos du public.

Les deux petites comédies, le *Tigre du Bengale* et l'*Homme n'est pas parfait*, ont été très lestement enlevées par les citoyennes E. Leroy et X... et les citoyens Tony Laurent et Max Lefol.

Le Concert a été terminé par *Un Drame sous la Commune*, du citoyen H. Ghesquière qui a été un grand succès pour l'auteur et les interprètes, la citoyenne Dévort et les citoyens Max Lefort, Tony Laurent, Dubohaine et Lachurut.

A ROUBAIX

A Roubaix, chomage général.

La ville socialiste du Nord a donné encore un magnifique exemple au monde des travailleurs. Vainement les patrons ont tout tenté pour entraver la sortie des ateliers. Il y a quarante mille ouvriers qui chôment.

Une manifestation au cimetière dans laquelle le citoyen Guesde, député, a pris la parole a entraîné 10,000 personnes.

A l'hôtel-de-ville, le maire et ses adjoints, accompagnés du citoyen Guesde ont reçu les délégués des sociétés ouvrières. Du haut du perron de l'hotel-de-ville, Guesde et Duc-Quercy ont harangué la foule massée sur la Grande Place. L'enthousiasme et l'entrain sont indescriptibles.

A TOURCOING

Les tissages Mathod-Dubreulle et Toulemonde ont été désertés par les travailleurs Le nombre d'ouvriers qui, de divers ateliers, ont abandonné le travail pour se promener dans les rues de la ville a été assez grand.

Aucune démarche n'a été faite près des pouvoirs publics.

A DUNKERQUE

Les délégués des syndicats ouvriers de Dunkerque ont envoyé leurs délégués porter à la municipalité, à la chambre de commerce, à la sous-préfecture, la liste de leurs revendications.

C'est le citoyen Chagnet qui a pris la parole au nom des syndicats de la métallurgie, des charpentiers-menuisiers, des typographes, des mécaniciens, des ouvriers du port, des textiles, des plombiers-zingueurs, des maçons, des plafonneurs, et des peintres-vitriers.

Le document dont il a donné lecture contient les principales revendications du Parti ouvrier socialiste.

Le maire et le sous-préfet ont arrosé d'eau bénite de cour les délégués qui se sont retirés en se promettant de s'organiser pour faire eux-mêmes leurs propres affaires, ce qui est encore le meilleur moyen de les faire bien.

A SOLRE-LE-CHATEAU

Les ouvriers de la filature Van Diest ont obtenu de leur directeur, la permission de fêter le 1er Mai. Le soir, quelques ouvriers des autres filatures se sont réunis par groupes dans quelques estaminets.

Tout s'est passé avec calme.

A SAINT-QUENTIN

Le chômage est général. Tous les ateliers sont fermés.